

Pascal Noblet

Pourquoi les SDF
restent dans la rue



POURQUOI LES SDF RESTENT DANS LA RUE

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2010
www.aube.lu

ISBN 978-2-8159-0041-6

Pascal Noblet

Pourquoi les SDF restent dans la rue

éditions de l'aube

Du même auteur :

Quel travail pour les exclus ? Pour une politique de l'insertion durable,
Dunod, 2005

L'Amérique des minorités, L'Harmattan, 1993

Aux Enfants de Don Quichotte

1

Introduction

Le sort des sans-abri est un sujet rêvé pour dramatiser une situation, exploiter des peurs, décrire l'état calamiteux de la société, condamner une politique, critiquer un gouvernement.

L'image du SDF a un pouvoir évocateur irrésistible. Les médias en usent et abusent. Combien de reportages où la seule photo d'un SDF vaut démonstration d'une situation économique et sociale qui se dégrade! Comme il est impossible de savoir si réellement le nombre des sans-abri augmente ou diminue d'une année sur l'autre dans n'importe quel pays au monde, on ne risque jamais d'être démenti quand, photo à l'appui, on suggère que le nombre de SDF s'accroît et que donc tout va en se détériorant.

Le journal *Le Monde* du 30 décembre 2005 fait sa une avec la photo d'un SDF dormant dans la rue dans un duvet. La photo est légendée: «La vague de frois fragilise mortellement les sans-abri.» Le lecteur est renvoyé à la page 9. Là, il cherche l'article qui développe la une. Il ne trouve qu'un très maigre communiqué AFP l'informant qu'une personne a été retrouvée morte dans sa voiture. Causes de la mort? Histoire de la personne? Le lecteur n'en saura rien. Bien sûr, cette mort interroge... Mais ce que nous voulons souligner ici, c'est qu'il est entendu que la photo de première page est censée parler d'elle-même. Pas la peine d'un article de fond, de statistiques, de rappel des faits.

Le Monde des 28 et 29 décembre 2008 titre en une: «La situation des SDF s'aggrave en Europe» et affirme que «dans plusieurs pays

européens, la récession a aggravé la situation des sans-abri». Mais le lecteur ne trouve en page 7 que quelques infos générales sur la situation des SDF en Italie et en Grande-Bretagne. Aucun élément précis qui témoignerait d'une aggravation de la situation des SDF en relation directe avec la récession. Et pour cause! On ne devient pas SDF en un jour.

Sans doute cette forme de couverture médiatique a-t-elle le mérite d'attirer l'attention sur la réalité du problème. Mais quel décideur aura la volonté d'agir sérieusement, sachant que, quoi qu'il fasse, il aura droit chaque hiver au marronnier journalistique sur les SDF?

«Quelle honte! Le gouvernement ne fait rien... il suffirait pourtant... réquisitionner des locaux, des bureaux, que sais-je? Des écoles, des métros, des casernes... Ah si chacun faisait un effort en cette veille de fêtes! » Une telle litanie rituellement reprise à chaque mi-décembre est de nature à rafraîchir la moindre velléité réformatrice.

Des milliers d'enfants à la rue ?

L'évocation du sort des SDF provoque fatalement un sentiment d'écrasement et de culpabilité chez le citoyen ordinaire. Son niveau de vie lui apparaît tout à coup comme un luxe. Même en situation précaire, pour un peu, il se sentirait suspect de s'être enrichi injustement sur le dos des autres. Dans un tel état d'esprit, il devient facilement manipulable. À preuve, les médias pensent qu'il jugera parfaitement crédible l'affirmation selon laquelle «chaque jour des milliers d'enfants dorment dans la rue».

Le samedi 19 mai 2007, le journal *Le Parisien* titre en une : «L'urgence: en France, des milliers d'enfants SDF». Accolée à ce titre, la photo d'une fillette qui mendie dans le métro. Son visage est flouté. On devine quand même qu'il s'agit d'une petite fille rom comme il s'en trouve quelques dizaines chaque jour dans le métro depuis vingt ans. Puis vient en guise de sous-titre le commentaire suivant: «Précarité: un chiffre terrible:

15 000 enfants viennent chaque jour dans les centres d'accueil». «Viennent dans les centres», qu'est-ce à dire? Ils y viennent prendre une douche et un sandwich avant de repartir dans le froid et la nuit ou bien ils y sont hébergés?

En pages 2 et 3, même ambiguïté. En gros titre étalé sur les deux pages, on lit: «Chaque jour des milliers d'enfants dorment dans la rue». Juste en dessous mais en beaucoup plus petit: «Précarité. Chaque rapport sur la pauvreté le dénonce: de plus en plus de familles SDF en France. 15 000 enfants doivent être hébergés chaque jour dans les centres d'urgence». Cette fois-ci, il s'agit d'enfants «hébergés». Mais, un peu plus bas, un sous-titre: «Enquête sur ces mineurs à la rue, quatre fois plus nombreux qu'il y a dix ans». L'article débute par cette phrase: «Tous les jours en France, des milliers d'enfants et d'adolescents dorment dehors ou dans un habitat indigne. Sous un pont, une tente, dans un square ou une cave.» Bien entendu, aucune source n'est donnée à propos des chiffres annoncés; mais, surtout, titres et sous-titres sont rédigés de telle sorte qu'on ne sait jamais si ces milliers d'enfants sont des enfants qui effectivement dorment dans la rue ou qui vivent dans des centres d'hébergement. Comme si ça ne faisait aucune différence. Comme si Paris était Calcutta.

Bien sûr, *Le Parisien* n'entend pas se faire accuser de raconter n'importe quoi. Après avoir soufflé dans les grandes orgues du misérabilisme pour accrocher le chaland et sacrifier au catastrophisme ambiant, le propos se fait plus précis à l'attention des lecteurs qui demanderaient quand même à y voir de plus près. Alors, changement de ton dans le corps de l'article. On y lit que «dans le cas de familles expulsées ou d'une mère victime de violences conjugales qui quitte le domicile conjugal à deux heures du matin, des gamins passent une nuit blanche dans une canadienne d'infortune ou allongés sur le siège avant d'une voiture». Mais c'est, nous dit-on, «avant, en principe, de trouver refuge dans une maison d'accueil¹». La situation serait donc assez exceptionnelle. On voit mal d'ailleurs, dans l'hypothèse d'un départ du domicile à deux heures du matin, comment une telle situation

pourrait être évitée si la maman ne s'emploie pas immédiatement à tenter d'obtenir de l'aide par exemple en appelant le 115, le numéro d'urgence pour les sans-abri ?

Stéphane et Zakaria

Finalement, des enfants qui dorment ou ont dormi réellement dans la rue, l'équipe du *Parisien* en a-t-elle rencontré ? Oui, deux, dont les grands sourires charmants occupent une grande partie de la troisième page : Stéphane, onze ans, qui a dormi sous la tente dans le campement installé durant l'hiver 2006-2007 au canal Saint-Martin par Les Enfants de Don Quichotte et « Zakaria, sept ans, et sa famille, expulsés d'un squat, qui ont dormi trois mois sous une bâche ».

Deux situations bien particulières. Stéphane, est-il précisé dans l'article, a été le seul enfant à avoir passé plusieurs nuits sous la tente avec sa mère lors de l'opération du canal Saint-Martin. Les éléments fournis sur cette situation sont trop succincts pour que le lecteur en comprenne les tenants et aboutissants. Mais cette situation n'est pas en tout cas à elle seule de nature à faire douter que les services sociaux ont pour priorité de mettre à l'abri les familles avec enfants.

Le cas de Zakaria est malheureusement beaucoup plus illustratif. Mais illustratif de quoi ? Là, les choses se compliquent. On comprend qu'un groupe de familles africaines expulsées d'un squat à Aubervilliers en 2005 s'est battu en campant dehors dans les pires conditions jusqu'à l'obtention d'un relogement. En filigrane apparaissent donc les redoutables questions posées à la société française depuis le fameux campement des Maliens de Vincennes et plus récemment lors de l'évacuation du squat de Cachan : immigration, demande d'asile, situation des déboutés et des sans-papiers, squats, discriminations dans l'accès au logement particulièrement fortes à l'égard des populations noires, problèmes du logement des grandes familles, problèmes de cohabitation et parfois de polygamie, risque de classes ghetto, mixité sociale...

Ce ne sont pas vraiment les sujets que *Le Parisien* entendait évoquer en confectionnant un dossier sur la présence de milliers d'enfants à la rue. Quand *Le Parisien* évoque les «4000 gamins SDF accompagnés de leurs parents auxquels le Samu social de Paris offre quotidiennement un toit», il ne précise pas que ces familles sont pour l'essentiel des familles déboutées du droit d'asile et sans papiers, les pouvoirs publics ayant précisément confié au Samu social de Paris et à deux autres organismes (APTМ et ordre de Malte) une mission humanitaire d'hébergement des familles qui se trouvent dans cette situation.

Le vrai problème ici n'est donc pas la montée de la misère en France mais le fait que l'État refuse d'accorder un droit de résidence à des familles fraîchement arrivées sur le territoire sans oser pour autant les expulser. L'État condamne ces familles à une insupportable situation de «ni-ni» dont les enfants font les frais. Mais la majorité de l'opinion est-elle favorable à des régularisations massives ?

L'impact de l'immigration

Le Parisien sait très bien que s'il met trop en exergue la question de la présence des étrangers parmi les sans-domicile, il s'aliène une bonne partie de la compassion qu'il entend susciter chez son lectorat. Le choix est donc fait de focaliser sur le sort des enfants sans domicile sans autres précisions. Problème : si on veut honnêtement évoquer le sort des enfants sans domicile, il faut évoquer les sans-domicile étrangers parce qu'ils sont les plus nombreux parmi les sans-domicile accompagnés d'enfants...

En effet, d'une part, les étrangers ont représenté une proportion croissante de la population des sans-domicile en raison notamment d'un flux important de demandeurs d'asile depuis la fin des années 1990. Dans l'enquête Insee *Sans-domicile* de 2001, il apparaissait qu'un tiers des sans-domicile étaient nés hors de France². Des données plus récentes recueillies en 2004 par la DREES indiquent que 40% des personnes accueillies dans les centres d'hébergement sont des ressortissants d'un

pays extérieur à l'Union européenne³. D'autre part, parmi les étrangers hébergés dans les centres, les familles sont proportionnellement plus nombreuses que ne le sont les familles parmi les Français hébergés. Selon une étude de Serge Paugam et de Mireille Cléménçon, les ressortissants d'Afrique noire accompagnés d'enfants représentent 82% des ressortissants d'Afrique noire accueillis dans les centres et les ressortissants d'Afrique du Nord accompagnés d'enfants 42% des ressortissants d'Afrique du Nord. Les Français accompagnés d'enfants représentent seulement 27% des Français hébergés⁴. Ces données inclinent donc fortement à penser que la majorité des personnes sans domicile accompagnées d'enfants sont des personnes qui ne sont pas nées en France.

L'insistance mise ici à souligner la part des étrangers dans le public accompagné d'enfants dans les centres d'hébergement et les chambres d'hôtel louées par les services sociaux ne vise pas à stigmatiser cette partie du public sans domicile. J'ai pour ma part pris position dès 2000 sur les résultats d'une politique d'immigration et de l'asile qui a pour effet de laisser pourrir dans les centres d'hébergement des milliers de situations qui embolissent durablement le dispositif d'aide. J'écrivais alors, sans omettre ma qualité de fonctionnaire du ministère des Affaires sociales, que «régulariser chaque année quelques milliers de personnes accueillies durablement dans le dispositif d'hébergement ne modifierait pas la donne en matière d'immigration». J'ajoutais que «la régularisation de ces personnes permettrait de parachever leur insertion déjà largement entamée grâce au travail des équipes socio-éducatives⁵». Si j'insiste donc ici sur l'importance de la présence étrangère parmi les sans-domicile, c'est pour plaider pour un examen des problèmes tels qu'ils se posent. À force de mélanger les problèmes, de mettre en avant certaines situations et d'en masquer d'autres, l'opinion publique, face à ce qu'elle devine comme autant d'approximations volontaires, ne finira-t-elle pas par ne plus s'émouvoir ?

Deux constructions idéologiques

Le voile pudique jeté sur l'impact de la présence étrangère au sein de la population des personnes sans domicile induit une vision particulièrement biaisée de ce qui se passe dans notre société. L'enjeu n'est pas mince. Un certain discours n'a de cesse de mettre en avant le nombre grandissant de familles en situation d'extrême exclusion. Naturellement, les associations sont dans leur rôle quand elles mettent l'accent sur les situations d'urgence sociale, quelles qu'en soient les causes. Mais le message est déformant par rapport à la réalité. En gommant que la présence d'un plus grand nombre de familles parmi les sans-domicile est dans une large mesure l'effet des migrations, le message suggère que notre société va mal, très mal, au point de produire un flot sans cesse montant de familles SDF. La mise en avant sans cesse réaffirmée du nombre croissant de femmes, de jeunes et d'enfants dans la rue, sans autres précisions, n'est pas seulement l'expression d'une stratégie compassionnelle. Il s'agit d'une construction idéologique et politique qui entend suggérer que tout un chacun est guetté par la vie à la rue. N'importe qui serait susceptible de devenir un jour ou l'autre SDF.

L'argument porte dans l'opinion. Des sondages indiquent régulièrement que le nombre de sans-abri alimente une peur diffuse parmi de très nombreux Français d'être aspirés dans une spirale descendante pouvant les conduire jusqu'à la rue. De telles peurs sont manifestement exagérées. Il faut voir là non pas le reflet d'une quelconque expérience concrète mais l'effet de messages anxigènes propagés dans l'opinion indépendamment de toute vérité statistique.

Pointer la seule responsabilité des médias pour qui le catastrophisme fait vendre serait injuste. Les médias se sentent autorisés à de telles exagérations parce que les « savants », qu'ils soient universitaires ou intervenants sociaux, porte-parole d'associations ou bénévoles de terrain, légitiment ces perceptions. Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le fait d'appuyer un peu lourdement sur le trait pour la bonne cause, c'est la production d'un discours

idéologique. Un discours idéologique orienté vers deux grandes figures : le SDF grand précaire et le SDF grand exclu. Ce sont deux réponses, différentes mais également discutables, aux questions « pourquoi y a-t-il des SDF ? » et « qui sont-ils ? ».

Le SDF grand précaire et le SDF grand exclu

Quand le SDF est vu comme un grand précaire, sa situation est analysée comme la figure extrême d'un processus général d'extension de la précarité dans notre société. Le sans-abrisme serait essentiellement le résultat de « facteurs structurels ». Les facteurs les plus couramment cités sont les mutations intervenues sur le marché du travail, le chômage et la pénurie de logements abordables. Les « facteurs personnels » (histoires de vie douloureuses) sont cités mais comme des causes subsidiaires. Les facteurs personnels sont présentés plutôt comme des conséquences (dépression, alcoolisme...).

Les travaux sociologiques et statistiques inspirés par cette approche mettent l'accent sur les caractéristiques communes aux personnes sans domicile et aux personnes en situation de grande précarité mais qui parviennent à conserver leur logement. Cela afin de souligner qu'il serait erroné de considérer les SDF comme un groupe particulier. En faire un groupe à part renforcerait la stigmatisation dont ils sont l'objet.

Quand le SDF est vu comme un grand exclu, il est au contraire beaucoup fait référence aux « causes personnelles » du sans-abrisme. Le SDF est celui qui a connu de multiples ruptures. Son histoire est chaotique. Les causes peuvent être structurelles mais leur impact est dévastateur parce que l'individu est fragile psychologiquement. Comme dans l'approche précédente, les SDF sont vus comme une collection d'individus, nullement comme un groupe social.

À première vue, cette double figure du SDF grand précaire ou grand exclu renvoie à une opposition des plus banales dans la compréhension des phénomènes sociaux. D'un côté sont privilégiées des causes à caractère socio-économique, de l'autre des

causes individuelles. On devine le dialogue de sourds qui s'ensuit entre les deux camps, les uns accusant les autres de dédouaner la société et de blâmer les victimes (les SDF « mauvais pauvres »), les autres accusant les uns de faire fi des problématiques psychologiques et psychiatriques et de s'en tenir à un discours abstrait plaqué sur des parcours de vie.

Mais ce serait caricaturer les positions en présence. En particulier, l'approche selon la thématique de la grande exclusion est plus subtile. D'une part, ses partisans se gardent bien de raisonner en termes de responsabilité individuelle. Les grands exclus sont des victimes. Les médecins sont très présents dans ce courant. On pense bien sûr à Xavier Emmanuelli, le fondateur du Samu social. D'autre part, l'exclusion est un phénomène social. Elle frappe prioritairement des individus présentant des fragilités. Mais chacun est potentiellement une victime de l'exclusion car c'est bien la société dans son ensemble qui est en train de se déliter. C'est la thématique de la rupture du lien social.

En réalité, les deux approches se rejoignent en ce qu'elles sont d'abord porteuses d'une vision politique critique de l'évolution de la société : généralisation de la précarité d'un côté ; généralisation de l'exclusion de l'autre.

Je me garderai de récuser en bloc l'une ou l'autre de ces deux approches. Elles s'appuient chacune sur des faits. Elles ont leur cohérence. Je les juge néanmoins exagérées et je m'attacherai à mesurer leurs conséquences pratiques négatives en matière de solutions apportées au sans-abrisme.

Ce sont à l'évidence deux approches très pessimistes sur le devenir de nos sociétés. Puisque le sans-abrisme est présenté comme l'expression ultime de tendances sociales profondes, comment pourrait-on espérer le réduire sans des changements sociétaux considérables ? Le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas gagné d'avance... Surtout, ces deux approches inspirent des orientations pratiques qui sont décalées par rapport aux besoins et aux attentes des exclus du logement.

Surmonter la crise du logement

Ceux qui se reconnaissent dans l'approche du SDF comme un grand précaire, s'accordent sur une priorité d'action absolue : surmonter la crise du logement. Ils ne sont évidemment pas les seuls. Depuis vingt ans, créer davantage de logements accessibles aux plus pauvres, telle est la solution partout mise en avant. Revendication logique tant la réponse du logement au problème des sans-abri paraît s'imposer. Mais les choses ne sont pas aussi simples. Les exclus du logement ont certes besoin de logement. Mais qui dit logement « ordinaire » signifie possibilité d'en couvrir les frais, le loyer et les charges afférentes (assurance, électricité, gaz, téléphone, mobilier, petit entretien...). Or les exclus du logement, même quand ils ont droit à des allocations logement au taux maximal et à des aides complémentaires, sont en général loin de disposer sur une longue période des ressources financières nécessaires à la couverture de frais de logement, fussent-ils résiduels. Par ailleurs, qui dit logement « ordinaire » dit aussi capacité à vivre d'une manière pleinement autonome. C'est loin d'être toujours le cas parmi les exclus du logement dont beaucoup ont besoin durablement de formes diverses d'accompagnement social et de soutien psychologique.

Revendiquer du logement sans autre précision est certes une revendication sociale pleinement légitime mais qui a toutes les chances de bénéficier aux « mal logés », très peu aux sans-abri. Dans ce cas, faire du sans-abri la figure de proue du combat pour le logement est certainement efficace sur le plan de la communication mais cela ne servira les SDF que marginalement. Disons plutôt que cela les utilise. Ils deviennent le prétexte d'un combat social dont les enjeux les dépassent et dont les résultats pour une large part les ignoreront.

« Aller vers les plus exclus »

Ceux qui se reconnaissent dans l'approche du SDF comme un grand exclu ne manquent pas de juger sévèrement les illusions charriées par la thématique de l'insertion et du retour à la vie

ordinaire. Plus réalistes quant au vécu des personnes et à leur situation, ils mettent en avant le *care* plutôt que le *cure*. Leur souci premier est d'offrir une prise en charge sociale et sanitaire la moins excluante possible. Cela les conduit à porter une attention particulière aux cas extrêmes de la vie à la rue. « Est-ce que mon offre d'aide pourra être saisie par la personne la plus exclue ? » est la question qui hante leurs propositions d'action (Samu sociaux, lits infirmiers, équipes de rue psychiatriques...) D'où l'importance pour ce courant de la thématique de l'« inconditionnalité » de l'accueil : l'exclusion est tellement profonde dans cette société de plus en plus anomique que toute exigence risque d'inciter l'exclu à s'exclure davantage. Mon offre de service doit être sans conditions.

Le problème avec une telle approche est qu'elle contraint le dispositif de prise en charge à se caler sur les besoins réels ou supposés des plus exclus des exclus. Sachant que ces plus exclus sont présentés comme ayant pratiquement perdu tout repère dans la vie, le dispositif doit être en mesure d'apporter une aide sociale et sanitaire à toute heure du jour et de la nuit. C'est l'éthique de la réponse en « urgence ». La disponibilité doit être maximale, vingt-quatre heures sur vingt-quatre (ligne téléphonique 115, Samu sociaux). Cela a fatalement un coût. Un coût parfaitement légitime mais qui a pour conséquence que d'autres besoins sont moins bien pris en compte. Les urgentistes du social, sans aller jusqu'à prétendre que l'homme à la rue a perdu tout sens du confort et de l'intimité, estiment plus ou moins acceptable, voire nécessaire, des modalités d'hébergement très sommaires (chambres collectives ou dortoirs). Les normes standard du confort ordinaire minimal, une chambre individuelle avec une armoire qu'on peut fermer à clé et des sanitaires privatifs, ne sont pas loin d'être jugées excluantes.

L'important est que le grand exclu sans repères spatiaux ni temporels puisse sur-le-champ passer une nuit au chaud, être nourri, rencontrer du personnel social et médical. On ne lui demande pas de se projeter dans le temps. Il n'en a pas les forces. Ce serait lui faire violence. Mais, ce faisant, on entérine des normes de durée d'accueil très courte.

Les «exclus du logement»

Caler le dispositif de prise en charge des SDF sur les attentes réelles ou supposées des grands exclus sacrifie les attentes de la plupart de ceux que nous appellerons les «exclus du logement». Qui sont-ils? Des personnes dont la situation ne s'explique ni principalement par des «facteurs structurels», ni principalement par des «facteurs personnels» mais par l'intrication extrême de ces deux types de facteurs. L'intrication est telle qu'il est illusoire d'imaginer pour la plupart le retour dans un cadre ordinaire de travail et de logement. Mais ces personnes sont, dans leur grande majorité, loin d'être assimilables à des personnes clochardisées. Si certains exclus du logement recourent à la mendicité, la plupart ne vivent pas dans la rue. Ils vivent dans des centres, des foyers, des squats, chez des tiers... Ils sont à tout le moins plusieurs dizaines de milliers dans ce cas. Ils aspirent à une certaine forme de normalité. Donc au logement et au travail. Mais dans un cadre adapté à leurs possibilités.

Leur venir réellement en aide requiert une politique publique axée sur du logement et de l'emploi très subventionnés, autrement dit du «logement très social» (à tout le moins, dans un premier temps, de «l'hébergement de stabilisation») et de l'emploi «aidé» durable assortis d'une offre d'accompagnement social et psychologique. C'est ce que nous appellerons une politique placée sous l'égide de la «stabilisation».

Un mouvement social qui a changé la donne

Les petites tentes rouges installées par Les Enfants de Don Quichotte au début de l'hiver 2006-2007 ont disparu du paysage urbain et la vague médiatique a reflué. Pour le citoyen qui continue de croiser chaque jour dans le paysage urbain des tentes anonymes ou des abris de fortune, il semble que rien n'ait changé. Les SDF sont toujours là. Mais ce serait céder au pessimisme que de minimiser les traces profondes qu'aura laissées l'événement. Ce serait faire injure à ce qui a été, à la vérité, un

authentique mouvement social, le premier mouvement social de ceux qui sont si bas dans l'échelle sociale qu'ils ne disposent pas même d'un toit.

Certes, ce mouvement n'aurait pas été possible sans l'audace de quelques individus qui n'étaient pas des sans-abri et de tous les appuis qu'ils ont été en mesure de trouver très vite auprès des médias, des associations et de l'opinion. Mais le mouvement ne s'est pas limité à la scène parisienne. Il s'est étendu à de nombreuses villes. Parfois, il ne fut question que d'une poignée de tentes. Il n'empêche, le mouvement a réellement eu une dimension nationale.

Quant aux personnes qui ont occupé les tentes, ce ne furent que marginalement des gens venus apporter leur soutien. En dépit des appels lancés en ce sens par le principal leader du mouvement, Augustin Legrand, peu nombreux furent les citoyens solidaires qui se résolurent à aller passer une nuit de décembre sur le bitume parisien. Pour l'essentiel, les occupants des tentes, les protestataires, furent les sans-abri eux-mêmes. Et la revendication première qui émergea de cette mobilisation fut celle des sans-abri qui fréquentent les « centres d'hébergement d'urgence » : pouvoir y séjourner sans être chaque jour contraint de quitter la place, de téléphoner à nouveau au 115 pour se réinscrire, autrement dit la revendication de ne plus redoubler l'errance dans la rue par une errance institutionnelle.

La mouvance emmenée par Les Enfants de Don Quichotte n'exprimait pas la revendication de « mal-logés » à l'image des mobilisations portées par l'association Droit au logement (DAL). Ce fut un mouvement de révolte contre des normes d'hébergement qui récusent toute forme de « chez-soi ».

À l'issue des négociations intervenues entre les associations et le ministre des Affaires sociales d'alors, Jean-Louis Borloo, la réponse institutionnelle qui a été donnée à ces « campeurs » d'un nouveau type a été la transformation de 6 000 places d'« hébergement d'urgence » en places dites d'« hébergement de stabilisation » et le renforcement du programme de maisons-relais qui correspond à une formule d'habitat semi-collectif associant

Achévé d'imprimer en mars 2010
sur les presses de l'imprimerie Pulsio
pour le compte des éditions de l'Aube
rue Amédée-Giniès, F-84240 La Tour-d'Aigues

Numéro d'édition : 42
Dépôt légal : mars 2010
N° d'impression :

Imprimé en Europe

Pascal Noblet

Pourquoi les SDF restent dans la rue

Pourquoi tant de gens dorment-ils dans la rue ? Pourquoi ne trouve-t-on pas de solutions efficaces ? Telles sont les questions que pose Pascal Noblet, et auxquelles il apporte des réponses dérangeantes.

Car pour l'auteur de cet essai, la raison principale du fait que les SDF restent dans la rue est leur instrumentalisation politique. Plutôt que d'essayer de comprendre leurs trajets et leurs véritables problèmes, les uns offrent des réponses uniquement de court terme au nom d'une politique de l'urgence, et les autres s'illusionnent en se concentrant sur de la politique du logement, qui serait une solution miracle au « sans-abrisme ».

Ces approches, soit trop immédiates, soit trop longues, font obstacle à la mise en œuvre de solutions durables et pragmatiques, spécifiques à cette population. Heureusement, durant l'hiver 2006-2007, un coup de boutoir a changé la donne. La mobilisation nationale des sans-abri, emmenée par les Enfants de Don Quichotte, a ouvert la voie à une politique nouvelle. En cassant les concensus en place, et en analysant cette nouvelle dynamique, cet essai prolonge cette mobilisation et devrait aider à modifier les choix publics.

Spécialiste des politiques sociales, Pascal Noblet a publié précédemment *L'Amérique des minorités* (L'Harmattan, 1993) et *Quel travail pour les exclus?* (Dunod, 2005). Son expertise s'appuie sur quinze années d'activité professionnelle au contact des acteurs institutionnels et associatifs intervenant auprès des sans-abri.

éditions de l'aube
21 €

harmonia mundi diffusion livres



Extrait de la publication